

# Résumé analytique sur l'écart entre le niveau de production d'énergies fossiles prévu par les États et le niveau mondial de production compatible avec la limitation du réchauffement à 1,5 °C ou 2 °C

## Principales conclusions

D'ici à 2030, les gouvernements prévoient de produire plus du double de la quantité d'énergies fossiles qui serait compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. L'écart entre le niveau de production d'énergies fossiles prévu par les États et le niveau de production compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris est resté pratiquement inchangé depuis nos premières estimations en 2019.

La production mondiale d'énergies fossiles doit commencer à diminuer immédiatement et drastiquement afin d'être en mesure de contenir le réchauffement à 1,5 °C sur le long terme.

La plupart des États producteurs de pétrole et de gaz prévoient d'augmenter leur production d'ici à 2030 et au-delà, et plusieurs des principaux pays producteurs de charbon prévoient de maintenir ou d'accroître leur niveau de production.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les nouveaux financements des pays du G20 ont davantage bénéficié aux combustibles fossiles qu'aux énergies « propres ».

Le soutien à la production d'énergies fossiles par le biais de financements publics internationaux provenant des pays du G20 et des banques multilatérales de développement (BMD) a diminué de manière significative ces dernières années.

Les gouvernements ont un rôle primordial à jouer pour combler l'écart en matière de production des énergies fossiles et assurer une transition énergétique juste et équitable.

## Résumé analytique

Le présent rapport a pour la première fois introduit et quantifié la notion d'écart en matière de production d'énergies fossiles en 2019, lorsqu'il a révélé que les gouvernements prévoient de produire bien plus de combustibles fossiles que les niveaux de production compatibles avec leurs engagements de limitation du réchauffement climatique pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Deux ans plus tard, alors que la crise climatique est plus visible et plus pressante que jamais, les gouvernements continuent de miser sur l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz, dans des proportions bien supérieures à celles qui permettraient de respecter les objectifs climatiques.

En particulier, l'actualisation complète de l'analyse de l'écart en matière de production d'énergies fossiles effectuée dans ce rapport – la première depuis 2019 – révèle que, d'ici à 2030, les gouvernements prévoient toujours de produire deux fois plus de combustibles fossiles que ce qu'il faudrait pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, et 45 % de trop pour le limiter à 2 °C. Malgré les engagements de nombreux États en matière de réduction des émissions et de neutralité carbone, aucun plan n'a encore été établi à l'échelle internationale

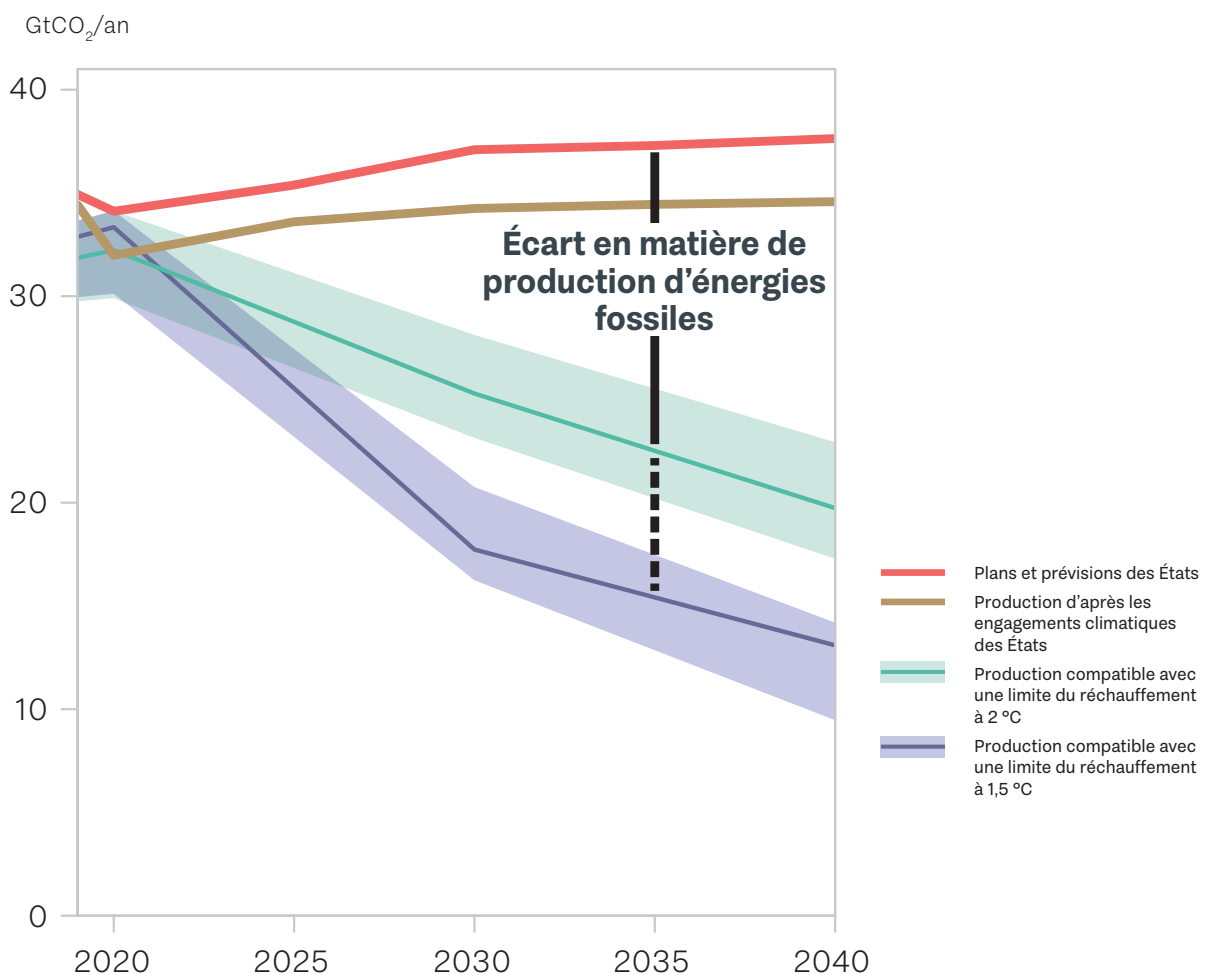
pour sortir des combustibles fossiles, qui sont à l'origine de la majeure partie des émissions.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est sans appel : il reste peu de temps pour limiter le réchauffement climatique à long terme à 1,5 °C, ou même 2 °C. Le présent rapport démontre que la réalisation de ces objectifs passera forcément par une réduction drastique et durable de la production et de

### Graphique ES.1

L'écart en matière de production d'énergies fossiles est la différence entre le niveau de production d'énergies fossiles prévu par les gouvernements (ligne rouge) et le niveau de production compatible avec une limitation du réchauffement climatique à moins de 1,5 °C et 2 °C (lignes bleue et verte). Cette différence est exprimée en émissions de CO<sub>2</sub> provenant de la combustion des combustibles extraits. Cet écart demeure important.

### Production mondiale d'énergies fossiles



l'utilisation des énergies fossiles. Les gouvernements doivent prendre des mesures urgentes pour que cette production soit compatible avec leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

**Alors que les États s'engagent à la neutralité carbone et rehaussent leurs ambitions climatiques conformément à l'Accord de Paris, ils n'ont pas reconnu explicitement la nécessité de réduire la production d'énergies fossiles, ni établi de plans à cette fin comme l'exigeraient ces engagements. Au lieu de cela, les gouvernements prévoient de produire, en 2030, deux fois plus de combustibles fossiles que ce qu'il faudrait pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. L'écart est resté largement inchangé depuis notre première analyse en 2019.**

Depuis la publication de notre premier rapport en 2019, de nombreux gouvernements ont annoncé des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, certains promettant même d'atteindre la neutralité carbone. Bien qu'il s'agisse d'une évolution encourageante, seuls quelques pays producteurs d'énergies fossiles commencent à saisir à quel point la réduction à zéro des émissions mondiales de gaz à effet de serre affectera leur production de charbon, de pétrole et de gaz.

Comme l'illustre le graphique ES.1, selon notre évaluation des prévisions et plans nationaux récents en matière d'énergie, la production de combustibles fossiles prévue en 2030 par les gouvernements dans leur ensemble excède de 110 % le niveau compatible avec l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C, et de 45 % l'objectif de 2 °C. À l'horizon 2040, cet excès

de production croît encore, passant respectivement à 190 % et 89 %.

Globalement, les gouvernements planifient et anticipent des niveaux de production plus élevés que ceux qu'impliquent leurs objectifs de réduction des émissions annoncés dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre du processus des Nations unies contre le changement climatique et d'autres politiques liées au climat (mi-2020), comme l'illustre également le graphique ES.1.

**La production mondiale d'énergies fossiles doit commencer à diminuer immédiatement et fortement pour pouvoir être compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C sur le long terme.**

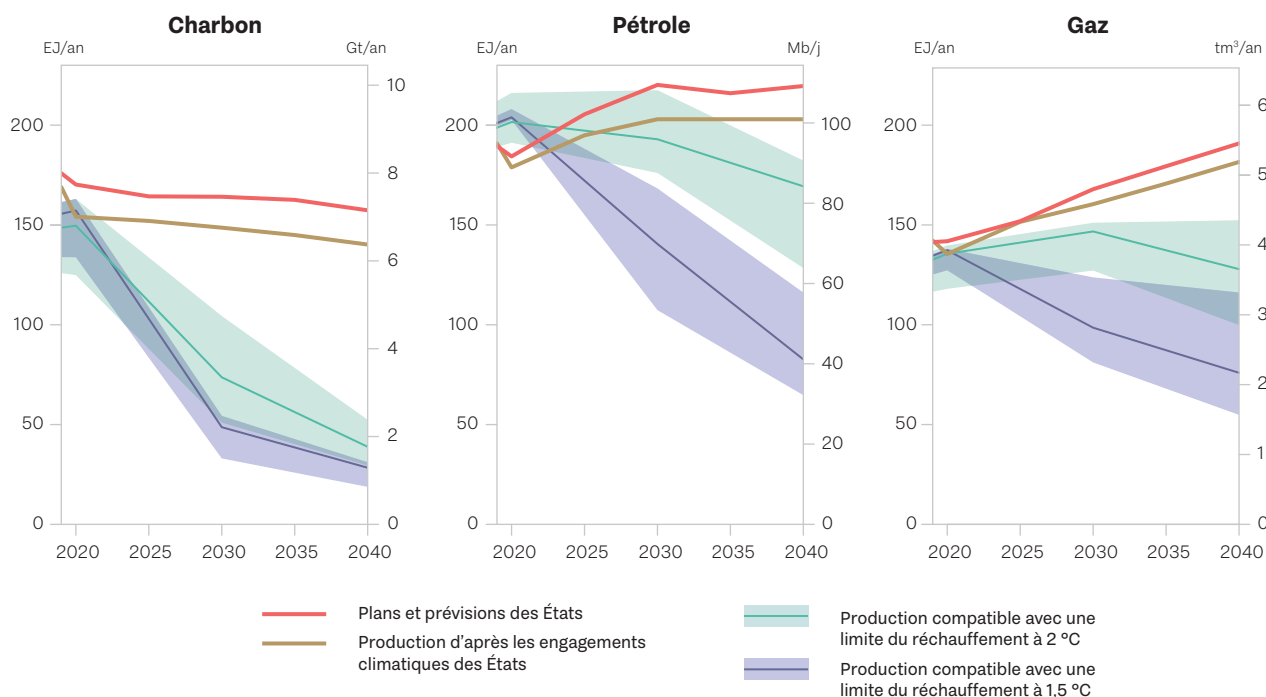
Toutefois, comme le montre le graphique ES.2, les gouvernements dans leur ensemble prévoient d'augmenter la production mondiale de pétrole et de gaz, et de ne réduire que faiblement la production de charbon au cours des deux prochaines décennies. De ce fait, les niveaux de production future dépassent largement ceux qui seraient compatibles avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C ou 2 °C.

**En 2030, l'écart le plus grand concernera le charbon : les plans et prévisions de production des gouvernements conduiraient à une production de charbon, de pétrole et de gaz dépassant respectivement de 240 %, 57 %, et 71 % les niveaux compatibles avec un réchauffement climatique inférieur à 1,5 °C.**

Dans le cas d'un objectif de limitation du réchauffement en dessous de 2 °C, ces chiffres passent à 120 % pour le

## Graphique ES.2

Dans leur ensemble, les gouvernements prévoient une augmentation de la production mondiale de pétrole et de gaz et une faible diminution de la production de charbon au cours des deux prochaines décennies. En conséquence, les niveaux de production futurs dépassent de loin les niveaux compatibles avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C ou 2 °C.



charbon, 14 % pour le pétrole et 15 % pour le gaz en 2030. Ces écarts, tous combustibles confondus, augmentent considérablement d'ici à 2040 pour les deux limites de température.

Ce fossé pourrait être encore plus large qu'identifié dans le rapport. Comme expliqué dans le chapitre 2, notre estimation de l'ampleur de cet écart est fondée sur des modélisations hypothétiques de la façon dont se déroulera la transition vers une économie à faible émission de CO<sub>2</sub>, par exemple concernant la quantité de dioxyde de carbone qui pourra être capturée et stockée ou séquestrée, et les avantages et inconvénients que présentent les diverses stratégies de réduction des émissions. En l'absence du développement à large échelle des technologies d'élimination du dioxyde de carbone ou d'une baisse rapide des émissions de méthane, l'écart sera supérieur à notre estimation. En outre, le chapitre 2 souligne que la réduction au minimum des émissions de méthane issues de l'extraction et de la distribution seules des combustibles fossiles ne peut remplacer un abandon rapide de la production de ces derniers.

---

**Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les États du G20 ont apporté un soutien de près de 300 milliards de dollars (USD) aux activités de production d'énergies fossiles. C'est davantage que les financements octroyés aux énergies « propres ». En revanche, au cours des dernières années, ces pays ont réduit de manière significative le soutien qu'ils octroyaient à la production d'énergies fossiles sous la forme de financements publics internationaux ; les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions financières de développement (IFD) du G20, qui détiennent ensemble plus de deux trillions de dollars (USD) en capital, ont adopté des politiques qui excluent le financement futur des activités de production d'énergies fossiles.**

La trajectoire qu'empruntera la production de combustibles fossiles sera déterminée par les montants sans précédents actuellement investis par de nombreux gouvernements dans leurs économies, dans le cadre des plans de relance économique faisant suite à la pandémie de COVID-19. Depuis janvier 2020, les pays du G20 ont affecté 297 milliards de dollars (USD) de nouveaux investissements publics aux activités de consommation et de production d'énergies fossiles. Même si les plans de relance adoptés par les gouvernements tendent à soutenir de plus en plus les énergies « propres », ils continuent de bénéficier majoritairement aux combustibles fossiles.

Bien que les institutions financières publiques internationales continuent à soutenir l'extraction, le traitement et la distribution des énergies fossiles, des tendances positives se dégagent : les nouveaux financements publics des BMD et des pays du G20 destinés à la production d'énergies fossiles ont diminué de façon significative depuis 2017, et les BMD et IFD du G20 tendent à mettre en place des politiques excluant le financement futur de ces activités.

---

**Ce rapport décrit en détail les plans, stratégies et aides dédiés à la production d'énergies fossiles mis en place**

**par les gouvernements des 15 principaux États producteurs de combustibles fossiles. La plupart des producteurs de pétrole et de gaz prévoient d'augmenter leur production d'ici à 2030 ou au-delà, et plusieurs des principaux pays producteurs de charbon prévoient de maintenir ou d'accroître leur production.**

Ce rapport contient des profils nationaux pour l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Norvège, le Royaume-Uni et la Russie. Les profils résument les ambitions climatiques nationales formulées par chaque pays, les positions, prévisions et aides propres à chaque gouvernement concernant la production d'énergies fossiles, et les politiques et discussions qui émergent au sujet d'une sortie équitable et organisée des énergies fossiles.

Ces États ont annoncé leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans leurs CDN et, dans certains cas, se sont engagés à la neutralité carbone. Toutefois, peu d'entre eux ont évalué, du moins publiquement, si leur niveau de production d'énergies fossiles prévu était compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris. La focalisation de ces pays sur les seules émissions fait fi de leurs rôles et responsabilités dans la production de la principale source de ces émissions.

En outre, les profils nationaux montrent que la plupart de ces gouvernements continuent de soutenir largement la production d'énergies fossiles, par l'intermédiaire, entre autres, d'allègements fiscaux, de financements, d'investissements directs dans les infrastructures et de dérogations aux exigences environnementales. Comme l'illustre le graphique ES.3, la plupart des pays producteurs de pétrole et de gaz prévoient d'augmenter leur production. En ce qui concerne le charbon, certains pays prévoient de réduire leur production, tandis que d'autres comptent encore la maintenir, voire l'augmenter. Même si certains États commencent à envisager et instaurer des politiques visant une sortie progressive, juste et équitable de la production d'énergies fossiles, ces premiers efforts n'ont pas encore eu de répercussions sur les plans et stratégies des principaux pays producteurs.

---

**Afin de réduire l'écart en matière de production d'énergies fossiles, il est essentiel d'avoir à disposition des informations vérifiables et comparables, tant de la part des gouvernements que des entreprises, sur le niveau de production des combustibles fossiles et les aides octroyées. Les gouvernements doivent afficher davantage de transparence en rendant publics leurs plans de production dans leurs engagements climatiques pris dans le cadre de l'Accord de Paris.**

Bien que les initiatives existantes en matière de transparence aient rendu disponibles des informations sur la production d'énergies fossiles, celles-ci demeurent incomplètes, contradictoires et dispersées. Réduire l'écart en matière de production d'énergies fossiles exige des gouvernements qu'ils fassent preuve de bien plus de transparence dans leurs plans et prévisions de production de pétrole, gaz et charbon.

Les gouvernements se sont déjà engagés à partager leurs informations liées au changement climatique dans le cadre



### Graphique ES.3

La plupart des États présentés dans ce rapport prévoient d'augmenter leur production de pétrole et de gaz, et plusieurs d'entre eux prévoient de poursuivre ou d'accroître leur production de charbon.

Pays	Évolutions planifiées/anticipées de la production nationale de combustibles fossiles pour 2030, par rapport à 2019 (EJ)		
	Charbon	Pétrole	Gaz
Australie	■	▲ 0,2 EJ	▲ 0,6 EJ
Bésil	●	▲ 5,3 EJ	▲ 1,3 EJ
Canada	▼ 0,5 EJ	▲ 1,4 EJ	▲ 0,3 EJ
Chine	▼ 9,2 EJ	▲ 0,6 EJ	▲ 3,8 EJ
Allemagne	▼ 0,6 EJ	●	●
Inde*	▲ 6,1 EJ	▲ 0,5 EJ	▲ 0,8 EJ
Indonésie	■	▼ 0,7 EJ	▼ 0,2 EJ
Mexique	●	▲ 2,4 EJ	▲ 0,5 EJ
Norvège	●	▲ 0,3 EJ	▼ 0,6 EJ
Russie	▲ 3,6 EJ	■	▲ 4,3 EJ
Arabie saoudite	●	▲ 7,1 EJ	▲ 4,7 EJ
Afrique du Sud	Aucune prévision disponible	●	●
Émirats arabes unis	●	▲ 1,9 EJ	Aucune prévision disponible
Royaume-Uni	●	▼ 1,2 EJ	▼ 0,7 EJ
États-Unis	▼ 4,3 EJ	▲ 5,2 EJ	▲ 3,8 EJ

+ Pour l'Inde, les évolutions présentées sont pour 2024 par rapport à 2019.

- ▲ Indique une augmentation de plus de 5 % d'ici à 2030 par rapport à la production de 2019 en termes d'énergie.
- ▼ Indique une diminution de plus de 5 % d'ici à 2030 par rapport à la production de 2019 en termes d'énergie.
- Indique que la production d'ici à 2030 reste équivalente ( $\pm 5\%$ ) à celle de 2019 en termes d'énergie.
- Production annuelle en 2019 inférieure à 0,5 EJ.

de l'Accord de Paris. Cet engagement est actuellement centré sur les objectifs de réduction des émissions, mais les CDN remis par les gouvernements pourraient également contenir leurs plans et projections de production (ainsi que leur compatibilité avec les objectifs climatiques), leurs stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS) et leurs rapports d'avancement sur la mise en œuvre et la réalisation de leurs CDN.

Les gouvernements peuvent également exiger des entreprises publiques et privées dans le secteur des énergies fossiles qu'elles rendent publics leurs dépenses, plans de projets, émissions et risques financiers liés au changement climatique, d'une façon qui soit uniformisée entre tous les pays.

#### Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer pour combler l'écart en matière de production des énergies fossiles.

Outre le renforcement des politiques visant à réduire la demande en combustibles fossiles, les gouvernements doivent également mettre en œuvre des mesures destinées à assurer une sortie organisée et équitable des énergies fossiles, comme par exemple :

- Reconnaître, dans leurs plans relatifs à l'énergie et au climat, la nécessité d'abandonner la production d'énergies fossiles au niveau international afin d'être en accord avec les objectifs de limitation du réchauffement climatique fixés par l'Accord de Paris. Cette reconnaissance créerait un élan et une responsabilité pour l'action politique.
- Définir les modalités d'un abandon rapide, juste et équitable de la production d'énergies fossiles dans le cadre de plans généraux de décarbonation. Les efforts visant à réduire l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz doivent être accompagnés de stratégies de diminution progressive de la production afin d'assurer une transition plus douce.
- Instaurer des restrictions sur la prospection et l'extraction de combustibles fossiles afin d'éviter de s'enfermer dans des niveaux d'approvisionnement incompatibles avec les objectifs climatiques.
- Cesser progressivement le soutien public à la production d'énergies fossiles. Les gouvernements peuvent mettre fin aux subventions et aux autres types d'aides, exclure les combustibles fossiles des financements publics, et davantage soutenir un développement bas-carbone.
- S'appuyer sur la coopération internationale pour assurer une sortie des énergies fossiles qui soit plus efficace et plus équitable à l'échelle mondiale. Une transition juste, équitable et efficace exigera un soutien international plus important envers les pays hautement dépendants de la production de combustibles fossiles et dont les capacités financières et institutionnelles sont limitées. Les pays ayant davantage de capacités peuvent ouvrir la marche.

**Un exemplaire numérique de ce rapport, ainsi que des documents annexes, sont disponibles à l'adresse**  
<https://productiongap.org/2021report>